

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ASA 13/017/2005 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 61/05 (ASA 13/003/2005 du 14 mars 2005)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

MENACES DE MORT

BANGLADESH

Trois journalistes :

Samaresh Baidya (h)

Sumi Khan (f)

Zubair Siddiqui (h)

Nouveaux noms :

Journalistes :

Abul Momen (h)

Farok Iqbal (h)

Biswajeet Chowdhury

Anjan Kumer Sen (h)

Ali Abbas (h)

Quinze autres journalistes (noms inconnus)

Représentants de l'autorité :

Les commissaires divisionnaires adjoints des districts de Kushtia, Satkhira, Mymensingh et Dinajpur

Le commissaire de police de Sylhet

Deux membres des autorités locales de district

Un nombre inconnu de magistrats

Londres, le 21 décembre 2005

Sumi Khan, Samaresh Baidya et d'autres journalistes de Chittagong, ainsi que des membres de la police, des représentants du gouvernement et des magistrats de plusieurs régions du Bangladesh, ont reçu des menaces de mort au cours des dernières semaines. Amnesty International pense que leur vie pourrait être en danger.

Plusieurs articles parus dans la presse font état de menaces formulées contre ces personnes dans une lettre qui est parvenue le 6 décembre à une organisation de journalistes, le Club de la presse de Chittagong, une ville portuaire du sud du pays. D'après certaines sources, les auteurs de ce courrier, qui semble provenir du *Jamaatul Mujahideen Bangladesh* (JMB), un groupe islamiste interdit, menaçaient également cette organisation d'une attaque à l'explosif.

L'on croit savoir que ces menaces s'inscrivent dans une campagne menée par certains groupes islamistes, qui vise à déstabiliser la société démocratique du Bangladesh. En menaçant des journalistes, des représentants du pouvoir judiciaire et de l'opposition ou encore des représentants du gouvernement, il semble que des groupes islamistes cherchent à limiter la liberté d'expression et de religion ainsi que la diffusion des opinions politiques, et à saper le système judiciaire.

Selon les informations recueillies, le gouvernement a ordonné qu'une surveillance policière soit mise en place au Club de la presse de Chittagong. Par ailleurs, les autorités auraient récemment arrêté un certain nombre de membres présumés du JMB.

Cependant, à la connaissance d'Amnesty International, aucune enquête n'a été ouverte sur ces menaces de mort et aucune protection n'a été offerte aux personnes citées dans ces lettres.

Certains des journalistes concernés, dont Sumi Khan et Samarash Baidiya, avaient déjà été menacés de mort, apparemment par d'autres groupes islamistes locaux dont les activités avaient été dévoilées dans des articles qu'ils avaient publiés. Le 27 avril 2004, Sumi Khan a été attaquée à l'arme blanche et grièvement blessée. Avant son agression, elle avait reçu plusieurs menaces anonymes par téléphone : on l'avait sommée de ne pas tenir de propos « *diffamatoires* » dans ses articles. Ses agresseurs auraient hurlé contre elle, menaçant de la tuer si elle ne cessait pas d'écrire. À ce jour, personne n'a été traduit en justice dans le cadre de cette affaire (pour de plus amples informations, veuillez consulter l'AU 164/04, ASA 13/006/2004 du 4 mai 2004).

À la connaissance d'Amnesty International, Zubair Siddiqui n'a pas reçu de nouvelles menaces de mort depuis celles qui lui avaient été envoyées à son bureau en mars 2005.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis plusieurs années, de violentes attaques contre des rassemblements culturels ou politiques et contre certains lieux de culte musulmans sont perpétrées par des groupes islamistes, semble-t-il. Cependant, leur fréquence s'est accrue depuis quelques mois. Le 17 août 2005, plusieurs centaines de bombes ont explosé dans des lieux très fréquentés, en divers endroits du Bangladesh, principalement dans des bureaux du gouvernement, dans les locaux d'associations de journalistes et dans des tribunaux. Depuis, un certain nombre d'autres attaques à la bombe ont eu lieu ; il semblerait que certaines aient été des attentats-suicides. Le choix des cibles de ces récentes attaques laisse supposer l'existence d'une stratégie visant spécifiquement à porter atteinte à la liberté d'expression et de religion, à la libre diffusion des opinions politiques, et au système judiciaire. Elles ont notamment ciblé des salles de cinéma, des lieux de culte, des manifestations culturelles, des rassemblements de l'opposition, des journalistes et les personnes ayant révélé les liens existant entre le crime organisé et les milieux politiques. Ces derniers temps, des juges ont également été la cible d'attentats à la bombe.

La première réaction du gouvernement face à ces violences a été de nier la responsabilité de groupes islamistes dans ces attaques et d'accuser à leur place le parti de l'opposition, la Ligue Awami. Au début de l'année, les préoccupations croissantes suscitées par la passivité du gouvernement face à ces violences, qui ont été exprimées au Bangladesh et ailleurs, ont poussé les autorités à déclarer illégaux deux groupes islamistes, dont le JMB. Depuis, un certain nombre de personnes soupçonnées d'être impliquées dans ces attentats, parmi lesquelles figure le chef des opérations du JMB, ont été arrêtées.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- faites part de vos craintes concernant la sécurité de 22 journalistes et d'au moins huit représentants des autorités de district, de la police et du pouvoir judiciaire, qui ont été nommément menacés de mort dans une lettre envoyée au Club de la presse de Chittagong le 6 décembre ;
- demandez instamment aux autorités de prendre sans délai des mesures pour assurer la sécurité des personnes menacées, conformément à leur volonté ;
- dites-vous satisfait de la protection policière qui a été accordée par le gouvernement au Club de la presse de Chittagong ;
- exhortez le gouvernement à ouvrir dans les meilleurs délais des enquêtes indépendantes et impartiales sur ces menaces de mort, à en rendre publiques les conclusions et à traduire sans attendre les responsables présumés en justice.

APPELS À :

Première ministre :

Prime Minister Begum Khaleda Zia
Office of the Prime Minister
Gona Bhaban, Old Sangsad Bhaban, Tejgaon
Dhaka, Bangladesh

Fax : + 880 2 8113244 / 8113243 / 9133722

Courriers électroniques : pm@pmobd.org

Formule d'appel : *Dear Prime Minister, / Madame la Première Ministre,*

Ministre de l'Intérieur :

Md. Lutfuzzaman Babar
State Minister for Home Affairs
Ministry of Home Affairs
Bangladesh Secretariat
Building 4, Dhaka, Bangladesh

Formule d'appel : *Dear Minister of State, / Monsieur le Ministre,*

COPIES aux représentants diplomatiques du Bangladesh dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 1^{er} FÉVRIER 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.